

## Dans le monde horizontal qui vient, les décideurs locaux auront une place croissante : le regard d'Ali Laïdi



Ali Laïdi. L'expérience  
de journalisme au service  
de la rigueur universitaire.

Docteur en sciences politiques et chercheur, journaliste, fin connaisseur des arcanes du monde économique, Ali Laïdi est cofondateur de l'École de pensée sur la guerre économique (EPGE), sujet sur lequel il travaille et écrit depuis plus de vingt ans. Il a publié, au printemps dernier, *Les batailles du commerce mondial* (PUF), ouvrage remarqué qui, avec l'affaire de l'annulation du « contrat du siècle » par les Australiens, revêt une actualité brûlante.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Thierry Hory, président de SEBL Grand Est, il montre combien le développement et la diffusion de l'intelligence économique constituent un sujet vital pour nos territoires, confrontés à la « tectonique des plaques du commerce mondial ». Et il ajoute, concernant le Grand Est : « Si la France et l'Allemagne décident de jouer leur partition en commun dans la confrontation Chine-États-Unis, vous serez l'un des laboratoires de la résilience européenne ».

### Pourquoi INTEREST

Concevoir l'aménagement du territoire avec comme perspective le développement économique, en usant du formidable levier de l'intelligence territoriale – l'intelligence économique appliquée aux territoires – tel est l'objectif stratégique que se fixe aujourd'hui SEBL Grand Est. Dans cet esprit, la lettre INTEREST – L'Intelligence territoriale Grand Est – a vocation à être une plate-forme de réflexion où des experts de premier plan, issus d'horizons différents, livrent leurs analyses et proposent des pistes d'action pour optimiser les ressources de notre région.

Plus que jamais, il s'agit d'approfondir notre réflexion, de créer de nouveaux réseaux, d'être agiles et proactifs dans une démarche stratégique sur le long terme... Dans la guerre économique planétaire, l'enracinement local et la mise en valeur des identités comme des ressources constituent des critères différenciants et positifs, à même d'optimiser nos atouts vis-à-vis de nos partenaires, sur nos territoires comme à l'international.

**Voilà plus de 20 ans que vous travaillez sur la guerre économique, à la fois comme universitaire et comme journaliste. De fait, la première question qu'on a envie de vous poser à la lumière de cette expérience, se rapporte évidemment à l'affaire de Naval Group qui a vu sa commande de sous-marins annulée par l'Australie : comment a-t-on pu être assez naïf pour ne rien voir venir ?**

La réponse mériterait un livre entier ! Mais avant d'en venir à l'affaire elle-même, il faut rappeler le poids de l'histoire. L'Europe est un continent qui, au terme de deux guerres mondiales et d'une décolonisation qui s'est finalement mal passée, s'est bâti politiquement sur un objectif : faire la paix. Noble but quand tout le monde le partage, mais totalement inopérant quand il conduit à oublier que, pour les autres, la guerre existe toujours, en particulier la guerre économique ! Or quand on bannit la guerre de ses préoccupations, on place au second plan l'idée de puissance et, bien sûr, les moyens qui

vont avec pour la conserver. À cet aspect historique, s'ajoute une dimension plus idéologique, en tout cas culturelle. La plupart des Européens en sont restés à une conception du marché héritée d'Adam Smith, marché conçu comme un lieu où le vendeur et l'acheteur se rencontrent avant de passer un *deal* pour le plus grand bien de tous puisque chaque partie possède le même niveau d'information. Or cette conception, qui a près de trois siècles, nos amis anglo-saxons, qui en sont à l'origine, l'ont beaucoup amendée !

En vérité, ils l'ont même complètement transformée pour aboutir à la conception néolibérale actuelle, formalisée au milieu du XX<sup>e</sup> siècle - pour être précis, en 1947, avec la création de la Société du Mont Pèlerin, autour d'Hayek, Friedman, Popper etc. - laquelle définit le marché, non comme un lieu de transparence, mais, au contraire, comme un champ de bataille asymétrique où le vainqueur est celui qui possède la meilleure information. Je vous renvoie à mon

**Pour les milieux de l'intelligence économique, le « contrat du siècle » était loin d'être dans la poche, et l'EGE, par exemple, ne s'est pas privée de tirer la sonnette d'alarme !**

**A Belfort, on assiste à une expérience d'intelligence économique *in vivo* qui voit un territoire sinistré se reprendre en main grâce au rapprochement de tous les acteurs locaux.**

dernier livre, *Les batailles du commerce mondial*, où je démontre, grâce aux travaux de Michel Foucault, combien, dans la conception néo-libérale, le marché est devenu, la mondialisation aidant, le lieu privilégié de l'opacité. Or, qu'on le veuille ou non, les Américains, les Chinois, les Japonais et même les Russes partagent désormais cette idéologie, quand nous en sommes toujours peu ou prou à Montesquieu pour qui le commerce adoucit les mœurs...

Nous persistons à ne concevoir la violence que dans le champ politique et militaire alors qu'elle a largement investi le champ économique. Ne pas le voir, alors que cette prise de conscience est devenue une priorité vitale pour nos entreprises, c'est s'exposer aux pires déconvenues.

Dernière précision : comme nous sommes adossés depuis près de 80 ans à la stratégie américaine en matière de sécurité, nous avons le sentiment que les États-Unis prennent également en charge notre sécurité économique. Or cela n'est inscrit nulle part, et surtout pas dans la charte de l'Otan... Nous venons une fois de plus de le constater !

**Comment expliquer cependant que nous n'ayons rien vu venir ?**

Certains n'ont peut-être rien vu mais d'autres si. Le moins que l'on puisse dire est que les signaux se multipliaient depuis quelques années. Et pas seulement les signaux faibles. Pour les milieux de l'intelligence économique (IE), le « contrat du siècle » était loin d'être dans la poche, et on ne s'est pas privé de tirer la sonnette d'alarme. Je vous renvoie par exemple au site de l'École de guerre économique (EGE) sur lequel plusieurs notes d'alerte ont été publiées. L'une d'elle, en date du 16 mars 2021, analysait notamment la guerre informationnelle contre Naval Group en Australie <sup>(1)</sup>. Regardez surtout celle du 29 septembre dernier qui démontre que, depuis 2015 au moins, l'entreprise était l'objet d'une campagne insidieuse venue des États-Unis sur le coût prétendument exorbitant de son programme <sup>(2)</sup>. Si certains ont manqué de vigilance, c'est parce qu'ils se refusaient à admettre, malgré des années d'expériences malheureuses, depuis l'affaire Gemplus (2008) jusqu'à l'amende record infligée à la Société générale (2018) en passant par le dépècement d'Alstom (2015), que notre principal allié puisse avoir des intentions cachées et, au final, se conduire en adversaire...

**Vous animez sur France 24 une émission qui fait autorité en matière d'IE. Comment expliquez-vous que cette dernière reste aussi peu connue, non seulement du grand public, mais aussi, ce qui est plus préoccupant, des décideurs ? Que faire pour remédier à ce déficit communicationnel et permettre de mieux saisir médiatiquement les enjeux ?**

Nous n'en sommes malheureusement plus au stade de la communication. L'urgence des urgences est de modifier notre logiciel global sur la guerre économique. Cela veut dire qu'il faut faire pénétrer l'IE dans l'université, car c'est à partir de la pensée académique qu'on peut nourrir le politique. Et qui d'autre que le politique commande à l'administration ? Il faut aussi créer des laboratoires transdisciplinaires, que les économistes acceptent de travailler avec des géographes, des sociologues, des anthropologues, bref, que la recherche cesse de s'effectuer en silos pour se mettre en prise avec le réel qui est par définition multifactoriel.

Heureusement, les choses commencent à changer sous l'effet des trois coups de tonnerre géopolitiques de ces dernières années : l'élection de Donald Trump, en 2016, lequel a choisi de formuler haut et fort ce que ses prédécesseurs (et son successeur) pratiquent sans le dire : pour les États-Unis, le commerce est une guerre comme les autres ; le Brexit, qui rebat durablement beaucoup de cartes ; et la crise sanitaire mondiale qui a démontré que 80% des molécules pharmaceutiques étaient fabriquées hors d'Europe... Ces chocs en cascade seront-ils suffisants ? Einstein disait que ceux qui créent les problèmes sont rarement ceux qui les résolvent... D'où, au-delà des hommes, la nécessité, je le répète, de changer de logiciel ! Pour trop de hauts fonctionnaires, mais aussi de journalistes, l'intelligence économique se réduit à une affaire d'espions, de barbouzes, bref, c'est un domaine où l'on se salit les mains. Tant qu'on en sera là, on aura du mal à avancer.

**Intelligence économique et guerre économique sont des concepts qui prennent leur pleine ampleur lorsqu'ils sont déclinés dans les territoires. Le rôle des aménageurs – comme SEBL Grand Est par exemple – est de mettre en œuvre les grands projets d'aménagement et d'équipements publics des collectivités. Comment combiner très concrètement ces deux logiques au profit des habitants ?**

Pour moi, il n'y a pas deux logiques, il n'y en a qu'une. Les aménageurs doivent être à la pointe de l'IE parce qu'ils sont au cœur de la tectonique des plaques de la guerre économique. Effectivement, il est nécessaire de changer le logiciel de nos décideurs, il faut que les responsables nationaux de l'IE comprennent que les territoires sont les plus formidables réservoirs d'informations qu'on puisse trouver sur les manifestations de la guerre économique. Je ne prendrai qu'un exemple : le projet *Reconstruire Belfort*, qui a vu le jour après la catastrophe Alstom. On assiste en ce moment même à une expérience d'IE *in vivo* qui voit un territoire sinistré se reprendre en main grâce au rapprochement de tous les acteurs locaux, lesquels ont décidé de mettre en commun leurs énergies et leurs informations : acteurs économiques, bien sûr, mais aussi politiques, administratifs, médiatiques et,

j'insiste, également syndicaux. Les syndicats détiennent souvent des informations stratégiques sur la vie de l'entreprise, et ce fut longtemps une erreur majeure de négliger leurs compétences. Le monde qui vient est un monde d'horizontalité dans lequel les décideurs locaux auront une place croissante. La résilience aux crises est à ce prix. Je préfère quant à moi parler de reconquête de la souveraineté territoriale, mouvement inséparable de la reconquête de la souveraineté économique nationale dont tout le monde nous vante la nécessité... Mais sans aller plus loin dans le *modus operandi* ! Or la révolution numérique, entre autres, donne aux territoires, y compris les plus isolés, l'occasion de s'organiser en fonction de leurs besoins, de faire surgir des complémentarités, bref, de s'aménager pour faire face. La région doit, dans cette optique, jouer un rôle fondamental, notamment en matière de sécurité économique, car elle est l'échelon le plus à même de servir d'intermédiaire entre les agents économiques et l'État. En effet, l'État doit évidemment toujours jouer un rôle de pilotage mais pas en imposant unilatéralement ses décisions, bien plutôt en nourrissant celles-ci des remontées du terrain. Et en orientant ses crédits conformément à un consensus établi avec les acteurs locaux. Or le temps presse ! Car dans l'affrontement sino-américain qui s'annonce, l'Europe va rapidement devenir le plat de résistance des grands prédateurs ! L'Afrique et l'Amérique latine sont déjà des théâtres d'opération importants. Mais n'en doutons pas, ce n'est là qu'un hors d'œuvre...

**Le Grand Est occupe une place particulière dans l'Hexagone puisqu'il jouxte plusieurs pays européens. Quels sont, selon vous, ses atouts et ses faiblesses dans les collaborations ou au contraire les affrontements géoéconomiques en cours ?**

Je vois beaucoup d'atouts et peu de faiblesses ! La chance du Grand Est, c'est justement d'être à la charnière des deux principales puissances de l'Union européenne. Si la France et l'Allemagne décident de jouer une partition commune dans la confrontation Chine-États-Unis, vous serez, je pèse mes mots, l'un des laboratoires de la résilience européenne. En raison de vos savoir-faire, de vos infrastructures, bref de votre attractivité, mais aussi de votre image de marque, assez voisine de celle de l'Allemagne, vous êtes l'un des territoires les mieux armés dans la compétition. J'ajoute que cela reste vrai dans l'hypothèse où Paris et Berlin ne parviendraient pas à définir une stratégie opposable à la Chine et aux États-Unis. En ce cas, vous devrez être très vigilants pour défendre vos intérêts. Il ne faudra pas accepter n'importe quel investissement sur la simple promesse de créer des emplois - car, vous le savez bien, certains investissements ne sont faits que pour s'emparer d'un concurrent avant de l'éliminer. Il faudra aussi rassurer la capitale sur le sérieux de vos choix, bref démontrer que vos décisions seront conformes à l'intérêt national.

## L'analyse du Président de SEBL Grand Est Réagir c'est bien, agir c'est mieux !



Ali Laïdi le rappelle ici avec force : la guerre économique a pris un tournant critique qui ne justifie plus que les acteurs locaux attendent tout de l'État. Après s'être désengagés massivement de la politique d'aménagement du territoire inaugurée par la V<sup>e</sup> République, les pouvoirs publics ont redécouvert, à la faveur de la crise sanitaire, combien l'échelon régional était nécessaire pour renouer

les liens qu'une mondialisation hors contrôle avaient distendus. C'est bien. Souhaitons longue vie au Haut-commissariat au Plan censé ressusciter la Datar, disparue en 2005...

Mais depuis seize ans, que de temps perdu ! Et surtout d'informations ! Car comme le dit notre invité, nos territoires sont une source essentielle de connaissances

### Si l'Etat veut jouer son rôle de garant de l'intérêt général, ce n'est plus en répondant par l'uniformité à des questions multiformes.

pour qui veut prendre la mesure des défis à relever dans nos bassins d'emplois. Or pendant que le pouvoir central se désintéressait de ce baromètre stratégique, et avant qu'il ne se décide à réagir, les acteurs locaux, eux, n'ont jamais cessé d'agir. C'est mieux !

À leurs côtés, les aménageurs ont pris la mesure de leurs responsabilités et sont bien décidés, comme SEBL Grand Est, à ne pas rester passifs face aux secousses de la guerre économique que décrit si bien Ali Laïdi. Ils ont compris que le monde à venir, comme il le souligne dans cet entretien, est celui de l'horizontalité et aussi que, la révolution numérique aidant, cette mutation peut permettre de trouver des solutions locales à des problématiques mondiales.

Si l'État veut jouer efficacement son rôle de garant de l'intérêt général, ce n'est plus en répondant par l'uniformité à des questions multiformes. C'est en encourageant les régions à disposer d'instruments locaux d'intelligence économique permettant d'agir au plus près des besoins de nos territoires. Là est sa mission. Les aménageurs n'en rempliront que mieux la leur.

Thierry HORY

Cependant, après avoir dit tout le mal que je pensais du désintérêt de nos décideurs pour l'IE, je voudrais terminer sur une note positive, à propos de l'Europe quand elle se décide à fonctionner. Voici exactement un an, le 11 octobre 2020, est entré en application le premier règlement européen établissant un cadre pour les investissements directs étrangers en Europe. Alors que cette préoccupation était totalement absente de l'arsenal juridique communautaire, elle y figure enfin.

Certes, rappelons-le, l'impulsion est venue d'Allemagne après l'affaire Kuka, géant de la robotique intelligente dont Angela Merkel avait fait la vitrine de l'industrie allemande du futur et qui, en 2016, au terme d'une OPA de 4,5 milliards d'euros, est passée sous pavillon chinois. Dans la foulée, on a vu, à partir de 2017, un certain nombre de communications estampillées UE évoquant la nécessité de renouveler les outils de défense économique de l'Europe... Jusqu'à aboutir à ce premier tournant en 2020.

Moralité : quand deux poids lourds comme Paris et Berlin veulent bouger, ça bouge ! ■

<sup>1/</sup> <https://www.epge.fr/aux-origines-de-la-guerre-de-linformation-contre-naval-group-en-australie/>

<sup>2/</sup> <https://www.epge.fr/infoguerre/naval-group-vulnerable-face-une-guerre-de-linformation-sur-laugmentation-des-couts-des-sous-marins-australiens/>

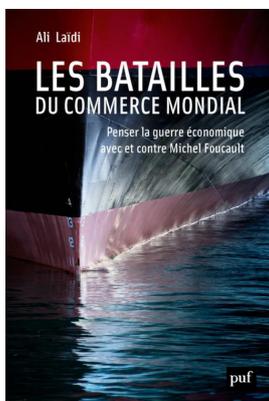
### Deux confusions à ne pas commettre

« Il n'existe pas de définition académique de la Guerre économique, l'université ne s'étant jamais emparée du sujet... (Les libéraux) refusent de reconnaître officiellement son existence, qui reviendrait à justifier l'intervention de l'Etat sur les marchés, seul détenteur de la violence légitime. À l'opposé, la gauche présente le discours sur la 'prétendue guerre économique' comme l'alibi du patronat pour exiger des travailleurs qu'ils renoncent aux protections sociales durement acquises depuis 1945, au nom de la compétition internationale... D'où cette première confusion : ce qui distingue la guerre économique de la compétition, c'est précisément son caractère illégal et son recours à la violence physique... En vérité, pour la gauche radicale, la guerre économique n'est que l'une des manifestations des excès du libéralisme et, à ce titre, ne mérite pas d'attention particulière. C'est la seconde confusion et elle est de taille : la guerre économique n'est pas l'enfant terrible du libéralisme puisqu'elle le précède historiquement. Lier la guerre économique à la seule apparition de l'idéologie libérale est un anachronisme. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les analyses de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss sur le commerce dans les sociétés primitives ».

**Ali Laïdi, *Les batailles du commerce mondial, penser la guerre économique avec et contre Michel Foucault*, PUF, 2021.**

## Biographie

Docteur en sciences politiques, diplômé de l'Ecole supérieure du journalisme de Paris et du CFPJ, Ali Laïdi, est né en 1966. Chroniqueur à France 24, responsable du *Journal de l'Intelligence économique*, il a soutenu en janvier 2009 une thèse à l'université Panthéon-Sorbonne sur la guerre économique dans les relations internationales. Comme journaliste, il s'est intéressé au terrorisme dès 1991, sujet sur lequel il a écrit de nombreux articles dans la presse française. Mais en butant toujours sur la même question : pourquoi cette violence ? C'est en s'intéressant, à partir de 1996, aux problématiques d'intelligence économique et de guerre économique qu'il a obtenu une grille d'analyse politique montrant l'interaction entre ces deux phénomènes. Son approche est foncièrement transdisciplinaire : historique, politique et économique... Sans doute la seule méthode possible pour appréhender au mieux le concept de guerre économique et montrer comment il inspire les stratégies et les politiques publiques de certains grands Etats. Ali Laïdi a enseigné de nombreuses années à Science Po Paris. Intervenant régulier à l'Ecole de guerre économique (EGE), il a fondé, en 2019, avec Christian Harbulot, Olivier de Maison Rouge, Eric Delbecque et Nicolas Moinet, l'Ecole de Pensée sur la Guerre Economique (EPGE) qui se donne pour objectif de fournir au public un éclairage nouveau sur l'actualité de ces questions qui enveniment de manière croissante les relations internationales.



## Pour en savoir plus

Outre *Les batailles du commerce mondial*, sorti en avril dernier aux PUF, Ali Laïdi a publié plusieurs ouvrages de référence sur la question de la guerre économique : *Les secrets de la guerre économique* (avec Denis Lanveaux, Seuil, 2004) ; *Retour de flamme, comment la mondialisation a accouché du terrorisme* (Calmann-Lévy, 2006) ; *Les États en guerre économique* (Seuil, 2010, qui a obtenu le Prix Turgot) ; *Aux sources de la guerre économique. Fondements historiques et philosophiques* (Armand Colin, 2012) ; *Histoire mondiale de la guerre économique* (Perrin, 2016), et *Le droit, arme de guerre économique* (Acte sud, 2019, Prix Manpower/HEC). Sans oublier, en 2002, son livre sur le terrorisme : *Le Jihad en Europe* (Seuil). On peut retrouver les chroniques d'Ali Laïdi à France 24 sur <https://www.france24.com/fr/ali-laidi>